

## Point de conjoncture mensuel du Medef : Les enjeux sectoriels début 2018

(sur la base d'échanges avec des fédérations professionnelles adhérentes du MEDEF)

### Résumé :

*Les prévisions de 2 % de croissance de PIB pour l'économie en 2018 traduisent des situations différentes pour les entreprises des fédérations adhérentes du MEDEF :*

- *accélération ou rythme élevé dans l'industrie manufacturière, dans les secteurs de l'édition de logiciels, le conseil et services et le conseil en technologie, et dans les travaux publics*
- *ralentissement dans le bâtiment et l'intérim*
- *croissance sous contrainte dans la grande distribution et le secteur financier.*

*Les principaux défis qui sont partagés par nos fédérations adhérentes :*

- *à court terme : le manque de vivier de compétences pénalise la croissance*
- *à moyen-long terme, la transition numérique qui bouleverse l'activité, les conditions de concurrence et le partage de la valeur, et la transition écologique et énergétique qui se traduit par des coûts en termes de compétitivité.*

### 1/ En 2018, une activité dynamique comme en 2017, mais une recomposition entre secteurs

#### a. Plusieurs secteurs gardent un rythme très dynamique ou accélèrent :

**Les travaux publics bénéficiaient d'une nette accélération de l'activité en 2018.** L'exercice 2017 a été celui de la reprise, avec une hausse de l'activité (+1,1 % en valeur) et un rebond des marchés conclus (+4,4 % en valeur). En 2018, l'activité accélérerait franchement (+4 % environ), sous l'effet de la montée des dépenses locales (contexte pré-électoral), de la montée en charge du Grand Paris (qui compte pour 1 pt de croissance du secteur) et de l'avancée de certains projets nationaux (fibre optique, plan de relance autoroutier de 2015). Après avoir maintenu leurs effectifs en 2017, 93 % des chefs d'entreprises entrevoient une stabilité ou une hausse dans les prochains mois.

**Les secteurs édition de logiciels, conseil et services, conseil en technologies, accélèreraient également.** La croissance moyenne serait de +3,6 % en 2018 après +3,4 % en 2017 avec : +3,0 % après +2,9 % pour conseil et services, +4,7 % après 4,4 % pour édition de logiciel et +4,5 % après +4,2 % pour conseil en technologie. Parmi les facteurs d'accélération, la transformation numérique (vers SMACS = «Social, Mobilité, Analytics, Cloud et Sécurité ») apporterait +1,3 Md € de croissance nette en 2018 et la RGPD représenterait un budget de près d'1 Md € en 2018.

**Dans l'industrie manufacturière, le climat des affaires reste très bien orienté, proche de son plus haut niveau depuis le début des années 2000.** Pour mémoire, au quatrième trimestre 2017, la production de l'industrie manufacturière était en hausse de 4,9 % sur un an et de 2,5 % par rapport au trimestre précédent. Les enquêtes de conjoncture de février témoignent d'un climat toujours très favorable, avec des commandes au plus haut, des stocks au plus bas et des capacités utilisées au maximum. Selon l'INSEE, pour 2018, les industriels anticipent une hausse de leurs dépenses d'investissement de 4 % par rapport à 2017, avec une hausse particulièrement forte dans le secteur

de la fabrication des biens d'équipement. Dans les matériels de transports, le climat des affaires est au plus haut depuis 2001 : l'automobile bénéficie notamment d'un rebond cyclique marqué, en France mais aussi ailleurs en Europe, et sa production devrait atteindre entre 2,2 et 2,3 M de véhicules en 2018 contre 1,8 M en 2013. Les industries chimiques bénéficient de la reprise industrielle en France et en Europe et l'année 2018 devrait voir une croissance de l'activité positive.

**b. Le bâtiment et l'intérim pourraient connaître un ralentissement en 2018 :**

**Le bâtiment va faire face en 2018 aux effets de la baisse du pouvoir d'achat immobilier des ménages pour le logement neuf et du recentrage du CITE pour l'entretien-rénovation du logement.** Pour mémoire, en 2017, l'activité du secteur du bâtiment s'est avérée très dynamique, avec une croissance en volume de 4,7 % : hausse de 12,8 % dans le logement neuf, rebond de la construction non résidentielle après plusieurs années de repli et croissance solide de 1,4 % dans l'amélioration-entretien grâce notamment au CITE (Crédit d'Impôt pour la Transition Energétique). En 2018, le secteur connaît un ralentissement marqué (+2,4 % de croissance). La construction de logements neufs ralentirait à 3,4 %, dans un contexte de baisse marquée des ventes de logements neufs. La raison de ce ralentissement est à chercher dans la dégradation du pouvoir d'achat immobilier des ménages, grevé par des niveaux de prix immobiliers élevés qui ne peuvent plus être compensés par les conditions de crédit et par la réduction de moitié des quotités de PTZ (Prêt à Taux Zéro) en zones B2 et C. Le recentrage du CITE affecterait l'activité d'entretien-amélioration qui se stabilisera. En revanche, la construction de bâtiments non résidentiels accélèrera franchement. Le ralentissement attendu du secteur du bâtiment pour 2018 fragilise ce dernier, alors que les entreprises n'ont toujours pas pu restaurer leurs marges faute d'amélioration substantielle des prix bâtiment. Au global, à prix constants, l'activité bâtiment ne retrouverait en 2018 que le niveau atteint en 2013, très loin des plus hauts enregistrés sur la période 2006-2008.

**La situation de l'intérim dépend les évolutions du marché du travail.** L'intérim enregistre en 2017 pour la troisième année consécutive une croissance de l'activité. Ce sont ainsi plus de 200 000 emplois sur trois ans qui y ont été créés. Le travail temporaire confirme son rôle d'indicateur avancé : l'amélioration de la situation conjoncturelle conduit les chefs d'entreprises à convertir des emplois temporaires en emplois durables (l'intérim contribue désormais à hauteur de 10 à 20 % aux créations d'emploi contre 40 % en 2015-2016). Les difficultés de recrutement s'accentuent depuis plusieurs mois et constituent en 2018 un frein pesant sur le développement du marché du travail. Une hausse du coût du travail, qui serait consécutive à une taxation des contrats courts et à la transformation partielle du CICE en baisse des charges, constitue une menace pour l'emploi.

**c. La grande distribution et le secteur financier continuent d'évoluer dans un environnement contraint tout en affichant des résultats positifs**

**La grande distribution connaît une croissance faible en 2017 malgré la reprise économique.** Selon un panel de distributeurs, les ventes de produits de grande consommation et de frais libre-service ont crû de +0,5 % en volume et de 1,5 % en valeur. La valorisation du marché se poursuit, portée par le dynamisme de certains segments, comme celui des produits bio. Sur le non alimentaire, la concurrence des circuits spécialisés et des pure players reste vive. Les perspectives pour 2018 sont incertaines dans un secteur en pleine transformation sous l'effet du numérique et de l'arrivée de nouveaux acteurs.

**Le secteur bancaire conserve des résultats positifs malgré un environnement complexe.** Le produit net bancaire des six grands groupes bancaires français était en hausse de 0,3 % en 2017 malgré un environnement marqué par les taux bas, la montée du coût du risque financier, les pressions réglementaires et la transformation digitale du secteur. Les établissements continuent de profiter d'un coût du risque à un niveau bas. Cela tient notamment à la bonne maîtrise du risque à l'origination, à l'environnement de taux bas et à la poursuite de l'amélioration en Italie. Le résultat net part du groupe diminue de 1,7 %, à 23,1 milliards d'euros. Ces résultats montrent que les

groupes disposent de fondamentaux solides. Ils confirment la pertinence du modèle diversifié et intégré des banques françaises.

**La quasi-stabilisation de l'ensemble du chiffre d'affaires de l'assurance masque une croissance en assurances de biens et de responsabilité et en santé-prévoyance.** Le recul, concentré sur l'assurance vie, s'explique par une première moitié d'année 2017 défavorable (risque politique, marché immobilier allant, hausse de la sinistralité). En assurances dommage, l'accélération est portée par les assurances des professionnels, du fait d'un environnement économique plus porteur. Enfin, les assurances santé et prévoyance affichent encore une croissance forte dans le contexte du vieillissement de la population. Côté sinistralité, le risque climat a particulièrement affecté le secteur en 2017 (notamment l'ouragan Irma).

## 2/ Nos adhérents font face à un certain nombre de défis communs

### a. A court terme, le principal défi est de tenir le rythme de la reprise en desserrant les contraintes pesant sur l'offre, notamment en matière de compétences :

**Le pic d'accélération de l'activité semble derrière nous** : c'est ce que montrent déjà un certain nombre d'enquêtes. En même temps l'inflation remonte, en France et dans les autres pays européens, laissant attendre une normalisation de la politique monétaire et un regain de volatilité sur les marchés financiers.

**Le défi des compétences est majeur pour la plupart des secteurs.** Les difficultés à recruter les compétences nécessaires sont le principal défi à court terme commun à tous les secteurs. C'est le message apporté par l'enquête TEC du MEDEF : selon les secteurs, entre 70 % et 90 % des chefs d'entreprises jugent que le recrutement est difficile, et pour 70 % des cas, c'est en raison d'un manque de vivier de bons candidats en termes de compétences, de motivation ou de savoir-être. C'est aussi la situation observée par le secteur de l'intérim, avec seulement 60 000 emplois créés en 2017 alors que la demande était de 150 000.

**Les secteurs en croissance sont pénalisés par le manque de compétences, et certains mettent en place des solutions.** Dans les secteurs édition de logiciels, conseil et services, conseil en technologies, en 2017, plus de ¾ des entreprises du secteur déclarent avoir trouvé difficilement des candidats adaptés au poste et 65 % des entreprises considèrent que les difficultés à recruter des compétences limitent les perspectives de croissance. En parallèle, ces secteurs ont investi massivement dans la formation avec plus de 3 440 demandeurs d'emploi formés et recrutés en 2017 via la Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE), soit près de 11 900 personnes en 4 ans.

### b. A moyen terme, les grands défis restent la transition numérique et la transition écologique et énergétique

**Le défi de la transition numérique touche progressivement tous les grands secteurs de l'économie.** La banque et la grande distribution sont déjà très affectées en termes de pression concurrentielle. De plus en plus de secteurs se posent la question de la transformation des métiers et du déplacement de la valeur suscités par le numérique (avec par exemple l'effet du développement des plateformes numériques). La sécurisation du statut des employés/autoentrepreneurs est aussi un enjeu. Les assureurs font face à la montée du risque cyber.

**Mal calibrée, la transition écologique et énergétique est source de tensions sur les appareils productifs et de pertes de compétitivité, et ne s'attaque pas toujours aux enjeux principaux :**

- Les industriels du secteur de la chimie perçoivent des écarts dans les conditions de concurrence avec d'autres pays européens et en particulier l'Allemagne ;

- Dans le secteur automobile, la bascule précipitée entre diesel et essence, et dans le futur entre thermique et électrique, met en péril la production de certains sites dont la production est spécialisée : la transition trop rapide prive déjà de débouchés des unités de production (dans le diesel) alors que d'autres (essence) ne parviennent pas à répondre à la demande ;
- En même temps, la transformation du parc de logements pour le rendre plus économique en énergie et moins émetteur de gaz à effet de serre a du mal à démarrer malgré un enjeu majeur ;
- Pour les assureurs et les réassureurs, le climat est un risque stratégique, avec une accentuation (en fréquence et en montant) des sinistres climatiques ces dernières années.

**Plusieurs secteurs pâtissent d'un manque de lisibilité pour le long terme**, notamment en matière de politiques de transports, d'urbanisme, ou de logement. En même temps, dans un contexte de révolution technologique, les besoins sont forts en matière d'expérimentation (par exemple pour le développement du véhicule autonome).